

Bulletin d'histoire politique

Tamara Myers, Kate Boyer, Mary Anne Poutanen and Steven Watt (dir.), Power, Place and Identity: Historical Studies of Social and Legal Regulation in Quebec., Montréal, A Publication of the Montréal History Group, 1998, 182 p.

Daniel Dicaire



Volume 8, numéro 1, automne 1999

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1060409ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1060409ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Dicaire, D. (1999). Compte rendu de [Tamara Myers, Kate Boyer, Mary Anne Poutanen and Steven Watt (dir.), *Power, Place and Identity: Historical Studies of Social and Legal Regulation in Quebec.*, Montréal, A Publication of the Montréal History Group, 1998, 182 p.] *Bulletin d'histoire politique*, 8(1), 241–242. <https://doi.org/10.7202/1060409ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1999

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Tamara Myers, Kate Boyer, Mary Anne Poutanen and Steven Watt (dir.), *Power, Place and Identity : Historical Studies of Social and Legal Regulation in Quebec.*, Montréal, A Publication of the Montréal History Group, 1998, 182 p.

Il est de plus en plus courant actuellement de se retrouver avec, entre les mains, le type d'ouvrage historique dont on m'a offert de rédiger ici le compte rendu. En effet, dans la foulée des nouvelles formes de diffusion de la connaissance en histoire, apparaissent de ces ouvrages collectifs qui sont caractérisés par un cadre thématique large, s'étalant souvent sur une longue période et qui regroupent plusieurs articles scientifiques. D'abord, précisons immédiatement que l'ouvrage dont il est ici question relève de ce type. Ceci est principalement attribuable au fait qu'il s'agit des actes d'une conférence tenue en 1996 et organisée par le Montréal History Group/Groupe d'Histoire de Montréal (MHG/GHM) de l'Université McGill. Il est certainement à propos, pour débiter, de faire un «compte rendu» du dit groupe de recherche et de sa dynamique de travail avant de traiter de l'ouvrage qu'il a publié à la suite de cette conférence.

Le MHG/GHM est un regroupement d'étudiants diplômés, de chercheurs et de professeurs d'histoire qui conduisent des recherches et diffusent des résultats concrets, mais dans un esprit de travail collectif. Ainsi, les textes qui constituent les actes de la conférence sont le produit de recherches menées par des membres du groupe et dont les discussions et les critiques suscitées lors des rencontres du MHG/GHM ont servi à l'évolution des réflexions. L'avantage d'un tel procédé est évident car les chercheurs peuvent ainsi intégrer les contributions des autres membres à leur travaux, ce qui ne peut que favoriser la qualité de la recherche et de la réflexion. Par contre, il semble que cette même dynamique génère un ouvrage qui rassemble des sujets assez différents pour que le titre général doivent être «Pouvoir, lieu et identité: études historiques de la régulation sociale et légale au Québec» et que l'ensemble des textes couvre une période s'étalant sur trois siècles.

Il n'est donc pas aisé d'en faire le compte rendu. Huit auteurs ont contribué à cet ouvrage qui est divisé en deux parties: la première portant sur les institutions de pouvoirs et la seconde sur les genres et l'espace urbain. Le premier des quatre textes de la première partie est de Donald Fyson, professeur à l'Université Laval, qui cherche à voir si existaient des préjugés ethniques, de classes et de genres dans le système de justice criminel d'Ancien Régime. Il en conclut que ce système maintenait les privilèges des hommes et que les préjugés ethniques et de classes étaient moins significatifs que l'on pourrait être porté à le croire. Brian Young, professeur à l'Université McGill, étudie quant à lui la milice volontaire anglophone durant la décennie qui suit les Rébellions de 1837-1838, dans laquelle il voit une organisation bien structurée et cohérente dont la présence physique rappelait l'existence de la culture et de la solidarité britannique à Montréal. Bettina Bradbury, professeur à

l'Université York, porte son attention sur l'impact d'une ordonnance de 1841 concernant les enregistrements des titres de propriétés, ordonnance qui modifie les droits des veuves et des femmes mariées sur certaines possessions familiales. Toujours au niveau des lois civiles du Québec au XIX^e siècle, Peter Gossage de l'Université Sherbrooke, clôt cette partie en s'interrogeant sur les lois concernant les familles reconstituées et en s'attardant particulièrement sur leurs impacts au niveau des problèmes d'obligations et de successions.

La seconde partie, les genres et l'espace urbain, porte elle aussi sur quatre sujets. Le premier est traité par Mary Anne Poutanen, docteur de l'Université de Montréal, qui nous rapporte entre autres choses qu'au début du XIX^e siècle, la prostitution à Montréal n'était pas reléguée au seul territoire du «red-light district» et que les formes qu'elle prenait l'amenaient à partager les espaces urbains avec d'autres formes de travail et de loisir jugées plus respectables. Sarah Schmidt, diplômée de deuxième cycle de l'Université McGill, s'attarde quant à elle à la création de parcs publics comme lieux d'activités de loisirs conçus pour les mères et leurs enfants. Ainsi, tous ceux pour qui ces enclaves familiales n'avaient pas été prévues — les vagabonds, les sans-abri et les jeunes amoureux — s'en voyaient physiquement exclus. Kate Boyer, étudiante au doctorat en géographie à l'Université McGill, observe le développement de la présence féminine dans le secteur du travail de bureau au début du XX^e siècle à Montréal. Elle constate que les entreprises — ici les banques et les compagnies d'assurances — étaient particulièrement attentives dans le choix des femmes qu'elles embauchaient et qu'à la même époque ces femmes gagnaient en respectabilité au yeux d'une société peu encline à voir la femme travailler dans le secteur public. Finalement, Suzanne Morton, professeur à l'Université McGill, interroge l'univers des salles de jeux de Montréal au milieu du XX^e siècle. Elle y voit d'abord que le monde du jeu était spécialement un lieu d'hommes et qu'ensuite, cette solidarité masculine intégrait assez bien la diversité ethnique de la ville.

Cet ouvrage du MHG/GHM est une excellente contribution à la réflexion historique sur les problématiques légales et sociales liées aux genres, à l'espace, aux classes et à la diversité ethnique. La qualité des textes qu'on y retrouve est indéniable. Mais globalement, la problématique commune de l'ouvrage apparaît somme toute un peu large, le concept de régulation et la province de Québec semblant être les seuls éléments qui lient entre eux les différents travaux de ces chercheurs. Il m'apparaît que, suite à une lecture continue et complète de l'ouvrage, le lecteur se perd un peu dans la disparité des sujets. Une plus grande cohérence au niveau de la thématique générale aurait été souhaitable pour rendre plus évident le fil conducteur qui relie tous ces textes.

Daniel Dicaire
historien